

**PROCÈS-VERBAL DE LA SOIXANTE-DEUXIÈME SÉANCE
DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**TENUE AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
575, RUE SAINT-AMABLE
4^e ÉTAGE, SALLE 4.51
QUÉBEC (QUÉBEC)**

LE MERCREDI 22 AVRIL 2009

Adopté tel que rédigé à la séance du Conseil du 18 juin 2009

La séance a été convoquée conformément aux délais prescrits par les *Règles de régie interne*.

Membres présents : M^{me} Catherine Barrette
M. Normand Bolduc
M^e Jean-François Clément
M^e Monique Corbeil
M^e Suzie Ducheine
M. Joseph Gabay
M^e Hélène Guoin
M^e Luc Harvey
M^{me} Marie Élise Lebon
M^e Louis Morin
M. Antoine Roumi
M^e Andrée St-Georges

M^{me} Sylvie Michaud, secrétaire par intérim

Membres absents : M^e Pierre Cloutier
M^e Hélène de Kovachich
M^e Pauline Perron

Sont aussi présents : M^e Sylvie Gosselin, avocate
M^{me} Karine Marois, stagiaire en techniques juridiques
M^e Valérie Roy, agente de recherche en droit

1. Désignation d'un président de la séance

Les membres du Conseil désignent parmi les membres présents, M^e Jean-François Clément pour agir à titre de président de la séance.

Sur proposition de M^e Luc Harvey, dûment appuyée, il est résolu de désigner M^e Jean-François Clément à titre de président de la séance.

2. Ouverture de la séance

La séance est ouverte à 9 h 10.

M^e Jean-François Clément, président désigné de la séance, constate le quorum et ouvre la séance. Il souhaite la bienvenue aux membres et les remercie de leur présence.

3. Adoption de l'ordre du jour

Sur proposition de M. Antoine Roumi, dûment appuyée, il est résolu d'adopter l'ordre du jour de la présente séance.

4. Approbation des procès-verbaux de la séance publique du 3 décembre 2008 et de la séance tenue par courrier électronique du 15 au 22 décembre 2008

Sur proposition de M^e Andrée St-Georges, dûment appuyée, il est résolu d'approuver le procès-verbal de la séance publique du 3 décembre 2008 tel qu'il a été rédigé.

Sur proposition de M^e Suzie Ducheine, dûment appuyée, il est résolu d'approuver le procès-verbal de la séance tenue par courrier électronique du 15 au 22 décembre 2008 tel qu'il a été rédigé.

5. Sujets d'information

5.1 Nomination au Conseil

Le Conseil des ministres a procédé à sa séance du 8 avril dernier à la nomination de M^e Louis Morin à titre de membre du Conseil, représentant le Barreau du Québec, pour un mandat de trois ans.

M^e Morin a été juge au Tribunal du travail de 1977 à 2002 et juge en chef de ce même Tribunal de 1990 à 1998. Il a par la suite été nommé président de la Commission des relations du travail, fonction qu'il a occupée jusqu'en 2004. Depuis 2005, M^e Morin agit comme avocat-conseil auprès de la firme d'avocats GRONDIN, POUDRIER, BERNIER. M^e Morin a également été membre du Conseil de la magistrature du Québec et, à titre de président de la Commission des relations du travail, membre du Conseil de la justice administrative.

Les membres souhaitent la bienvenue à M^e Morin et le félicitent pour sa nomination.

5.2 Budget 2009-2010 du Conseil

Le budget alloué au Conseil pour l'exercice 2009-2010 est le même que celui de l'exercice précédent, soit 394,9 k\$, excluant les ajustements des loyers de la SIQ. Aucun crédit n'a été octroyé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour l'indexation des dépenses au niveau du fonctionnement et de la rémunération des employés du Conseil, lesquelles devront, en conséquence, être autofinancées.

5.3 Rapport annuel de gestion 2007-2008

Le *Rapport annuel de gestion 2007-2008* a reçu les commentaires du ministère de la Justice le 10 mars dernier et il a par la suite été acheminé pour impression.

Il a de nouveau été transmis au cabinet de la ministre le 7 avril dernier pour révision avant son dépôt à l'Assemblée nationale.

5.4 Étude des crédits 2009-2010

La présence du Conseil a été sollicitée par le cabinet de la ministre de la Justice lors de l'Étude des crédits 2009-2010 du ministère de la Justice en commission parlementaire.

L'Étude des crédits budgétaires du ministère de la Justice se tiendra le 6 mai prochain devant la Commission des institutions de 9 h 30 à 12 h 30 et après les affaires courantes jusqu'à 16 h.

5.5 Liste téléphonique des membres

Un nouveau tableau des coordonnées des membres, à jour, a été distribué aux membres avant le début de la séance.

5.6 Revue de presse

M^e Valérie Roy présente aux membres les mises à jour des recueils *Information juridique – Sélection de jurisprudence reliée aux activités du Conseil*, volumes 1 et 2 ainsi que du *Recueil des décisions et des rapports d'enquête des comités d'enquête du Conseil de la magistrature du Québec*, volume 2.

Elle résume les récentes décisions en déontologie judiciaire, notamment les affaires *Cosgrove* et *Matlow* du Conseil canadien de la magistrature.

6. Présentation des travaux pour publication des listes dressées en vertu de l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*

M^e Roy présente aux membres les travaux effectués au cours de l'année afin de dresser les listes prévues par l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*. Un cahier détaillé regroupant les documents utiles aux membres pour rendre leur décision leur a été transmis avant la séance.

Ces listes ont été publiées pour la première fois en mai 2001. Par la suite, elles ont été mises à jour annuellement¹ et seront publiées à la partie I de la *Gazette officielle du Québec* en mai 2009 pour une neuvième année consécutive².

La mise à jour des listes a été effectuée par la compilation de toutes les modifications législatives entrées en vigueur entre le 21 mai 2008 et le 25 mars 2009, et chacun des ministères et organismes a été contacté afin de confirmer les données à être publiées.

Deux résolutions sont adoptées par le Conseil afin que soient publiées les listes prévues par l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*. Les listes paraîtront à la partie I de la *Gazette officielle du Québec* du 9 mai 2009.

¹ (2001) 133 G.O. I, 563, (2002) 134 G.O. I, 504, (2003) 135 G.O. I, 685, (2004) 136 G.O. I, 440, (2005) 137 G.O. I, 561, (2006) 138 G.O. I, 752, (2007) 139 G.O. I 513 et (2008) 140 G.O. I, 565.

² Toutes les versions des listes publiées par le Conseil sont disponibles sur son site Internet, ainsi que des versions détaillées de celles-ci.

Sur la proposition de M^e Hélène Gouin, dument appuyée, il est résolu à l'unanimité d'adopter la *Liste des ministères et des organismes constituant l'Administration gouvernementale* ainsi que la *Liste des organismes chargés de trancher des litiges opposant un administré à une autorité administrative ou à une autorité décentralisée*, dont copies sont jointes au présent procès-verbal, afin qu'elles soient publiées à la partie I de la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3).

Sur la proposition de M^e Monique Corbeil, dument appuyée, il est résolu à l'unanimité d'adopter la version comportant une description de la mission et des fonctions de chaque organisme de la *Liste des ministères et des organismes constituant l'Administration gouvernementale* et de la *Liste des organismes chargés de trancher des litiges opposant un administré à une autorité administrative ou à une autorité décentralisée*, dont copies sont jointes au présent procès-verbal, afin qu'elle soit publiée dans le site Internet du Conseil.

7. État et suivi des dossiers de plaintes et informations de gestion

Le tableau de données de gestion sur les plaintes, à jour au 20 avril 2009, est distribué. Cinquante et une (51) nouvelles plaintes ont été déposées au Conseil au cours de l'exercice 2008-2009. Les dossiers d'enquête actuellement actifs sont ceux portant les n^{os} 136, 273, 313 et 365. Aucune plainte n'a été retenue pour enquête à la suite de la séance du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes du 21 avril 2009.

Le Conseil prend acte du dépôt des décisions du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes dans les dossiers n^{os} 218, 368, 375, 376, 401, 404, 406, 408, 409 à 415 et 417 à 420.

8. Suivi des dossiers d'enquête en cours

Le président désigné de la séance, M^e Jean-François Clément, invite les présidents de chaque comité d'enquête en cours à présenter un suivi de leur dossier.

- **Dossier n^o 2003 QCCJA 136**

Présidente : M^e Hélène Gouin

Le 13 décembre 2007, les membres du Comité d'enquête rendent une décision par laquelle ils refusent de se récuser.

Le 9 juin 2008, une requête en révision judiciaire à l'encontre de cette décision est signifiée au Conseil.

Le 20 août 2008, le Conseil reçoit signification d'une *Requête pour obtenir les originaux des cassettes d'audition de même que l'appareil d'enregistrement*, faisant état de coupures inexplicables dans l'enregistrement et, en conséquence, demandant à pouvoir faire expertiser celles-ci afin de déterminer si elles ont été altérées.

Le 29 octobre 2008, l'Honorable Catherine La Rosa, j.c.s. rend jugement sur la demande d'obtention des originaux des cassettes d'audience de même que de l'appareil d'enregistrement. Dans sa décision, l'Honorable La Rosa juge qu'il est pertinent de permettre au demandeur d'avoir accès aux originaux des cassettes et à l'appareil d'enregistrement et permet l'expertise des cassettes sous certaines conditions.

Le 28 novembre 2008, le Conseil a reçu signification d'une requête pour permission d'en appeler de la décision de la juge La Rosa. Cette requête a été présentée à la Cour d'appel du Québec le 7 janvier dernier, laquelle a rejeté sur le banc la requête pour permission d'en appeler.

Le 9 avril dernier, une requête du demandeur pour prolonger les délais prévus pour la production de l'inscription pour enquête et audition et sa déclaration de dossier complet a été entendue par la Cour supérieure au Palais de justice de Québec. La Cour a rejeté cette requête par sa décision du 21 avril 2009.

Les membres du Conseil demandent à obtenir copie de cette décision. Celle-ci leur sera transmise par courrier électronique.

- **Dossier n° 2006 QCCJA 273**

Présidente : M^e Andrée St-Georges

Le rapport du Comité d'enquête a été déposé lors de la séance du 24 septembre 2008.

Le 3 novembre 2008, le Conseil a reçu signification d'une requête en révision judiciaire demandant l'annulation du rapport d'enquête.

Une entente sur le déroulement de l'instance a été déposée à la Cour supérieure le 19 décembre 2008. Cette entente prévoit l'inscription au mérite de la requête au plus tard le 4 mai 2009.

- **Dossier n° 2007 QCCJA 313**

Président : M^e Pierre Cloutier

En l'absence de M^e Pierre Cloutier, monsieur Normand Bolduc informe les membres de l'état du dossier d'enquête.

Une audience a eu lieu le 3 juin 2008, à Drummondville. Une requête pour précisions et une requête en récusation visant les trois membres du Comité d'enquête ont été présentées par le procureur de la commissaire.

Le 28 août 2008, le Comité d'enquête a rendu une décision par laquelle il rejetait la requête en récusation.

Le 6 octobre 2008, le Conseil a reçu signification d'une *Requête en révision judiciaire et ordonnance de sursis*.

À la suite de la démission de M. Laurent McCutcheon à titre de président et de membre du Conseil de la justice administrative et de la signification de son intention de ne pas continuer à siéger au Comité d'enquête, le Conseil a pourvu à son remplacement au sein du Comité d'enquête et a nommé monsieur Normand Bolduc lors de sa séance du 3 décembre 2008.

Le 12 mars 2009, une audience a eu lieu à Drummondville en présence de la commissaire visée par la plainte et de son procureur, le plaignant ne s'étant pas présenté, bien que dûment convoqué. L'affaire a été prise en délibéré par les membres du Comité et une décision devrait être rendue au cours des prochaines semaines.

- **Dossier n° 365**

Présidente : M^e Pauline Perron

En l'absence de M^e Pauline Perron, M^e Sylvie Gosselin informe les membres de l'état du dossier d'enquête.

La divulgation de la preuve a eu lieu le 10 juillet 2008.

Lors de la séance du 24 septembre 2008, les membres ont reçu de l'information concernant le décès de la représentante de la plaignante dans ce dossier.

Le 30 septembre 2008, la présidente du Comité d'enquête a communiqué par écrit avec l'entreprise-plaignante afin de connaître sa position sur la poursuite de l'enquête. Aucune suite n'a été donnée à celle-ci.

9. Calendrier des séances

Le calendrier des prochaines séances du Conseil est établi comme suit :

18 juin 2009 – Montréal 13 h 30

10. Levée de la séance

La séance du Conseil est levée à 9 h 58.

La secrétaire du Conseil par intérim,



M^{me} Sylvie Michaud